



# Un PAS de géant en arrière

PAR PAMELA WALDEN-LANDRY

Le discours économiste dominant cautionne l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres. Une de ses manifestations est l'application des PAS dans 90 pays du Tiers Monde. Le Nord en a tiré un certain profit, mais des mesures semblables aux PAS commencent à s'appliquer chez nous. En plus de causer bien des souffrances, ces mesures ne réussissent pas à favoriser la croissance économique promise pour tous.

Les médias ne laissent de nous parler de l'économie et de sa santé précaire. Il faut lui refaire une santé! Malheureusement, les médecins de l'économie à travers le monde ont l'air d'avoir tous consulté le même livre, celui des grandes amputations.

Ici, au Québec, nous voyons des compagnies faire des profits extraordinaires tout en congédiant des milliers d'employés; on appelle ça «rationnaliser» l'entreprise et augmenter sa compétitivité. On dit que hausser la productivité, ça fait partie de la croissance économique... mais pour qui?

Pas pour les chômeurs en tout cas, surtout que l'accès à l'assurance-chômage est plus difficile et sa durée est raccourcie. Il faut bien que les gouvernements assainis-

sent leurs finances. Quelques milliers de fonctionnaires congédiés, des fermetures d'hôpitaux, une hausse des frais de scolarité, des reculs dans le domaine de l'éducation et le tout commence à ressembler aux fameux Programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont fait reculer les conditions sociales dans près de 90 pays du Sud.

En fait, pas étonnant que nous notions une ressemblance, car le «livre des grandes amputations» a été écrit par le Fonds monétaire international (FMI). Les sept pays les plus industrialisés assurent la majorité du financement des ressources du FMI, leur «philosophie» économique est donc prédominante. Le FMI assume deux rôles :

- conseiller les pays au sujet de leurs politiques économiques.
- concéder des prêts aux pays dans la dèche à certaines conditions, ces conditions étant d'appliquer des PAS.

Les chefs d'État des 7 pays les plus industrialisés se rencontraient lors du XXI<sup>ème</sup> Sommet économique du G-7 en juin dernier à Halifax. Pour eux, les PAS ne sont pas un problème; ils n'en ont donc pas parlé.

Par contre, il se tenait, en même temps à Halifax, le P-7, une

rencontre internationale des représentants des peuples concernés par les décisions économiques du G-7. Et là, le principal sujet, c'était les PAS.

Essentiellement, un PAS est un ensemble de mesures sensées assainir l'économie d'un pays afin de rembourser sa dette. Un pays dans la dèche accepte de s'y soumettre pour continuer de recevoir des prêts. Un PAS comporte plusieurs types de mesures dont en voici trois :

- 1- COUPURES DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES qui touchent durement l'éducation, la santé et les subventions aux produits de base.
- 2- TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS pour contrôler l'inflation. Exemples : 37% au Ghana, 25% au Mexique. Qui pourrait se payer une maison ou une auto à ces taux? Moins de gens, c'est sûr, et par conséquent l'économie ralentit et le chômage augmente.
- 3- DÉVALUATION DE LA MONNAIE pour faire baisser le prix des produits d'exportation, et donc exporter davantage pour avoir des devises fortes pour payer la fameuse dette.

Vous et moi profitons de ceci à court terme, parce que le prix des matières premières, comme le café, le cacao, les bananes, les ananas et le coton, est maintenu très bas par

l'abondance de ces produits sur le marché, chaque pays essayant d'exporter au maximum.

Malheureusement, dans cette course à l'exportation, il reste moins d'espaces agricoles pour cultiver ce qu'il faut pour nourrir les populations de ces pays.

Par contre, il y a un prix caché à payer pour les «bananes à 39 cts la livre». En effet, les gens du Sud sont prêts à travailler pour moins cher que nous et, avec les accords du libre-échange, les compagnies n'ayant pas d'attachement particulier à rester ici, nous perdons nos emplois. De plus, si les gens d'ailleurs sont pauvres, ils ne pourront pas acheter les biens que nous voudrions leur vendre; de nouveau, cela crée du chômage chez nous.

## Un exemple : le Mexique

Le Mexique applique depuis douze ans les PAS imposés par la Banque mondiale, le FMI et le United States Treasury. Il vit aussi l'expérience de l'ALÉNA et de la spéculation sur sa monnaie. À quel point chacun de ces facteurs joue, on ne saurait dire; mais le Mexique se retrouve néanmoins au milieu d'une crise économique et sociale.

De 1980 à 1992, la mortalité infantile due à la malnutrition a triplé, tandis que les dépenses pour la santé sont passées de 4,7% à 2,7% du budget national.

Les travailleurs avaient accepté une baisse réelle importante de salaire pour éviter le chômage, mais, malgré tout, le taux de chô-

mage est de 15% et le taux de sous-emploi est de 40%. Et tout ceci, malgré une hausse de 9% des investissements en 3 ans.

Le crédit est devenu difficile à obtenir. Les riches sont plus riches et les pauvres, plus pauvres. Sous l'administration de Salinas, le nombre de milliardaires au Mexique est passé de 2 à 24. Les biens de l'homme le plus riche du Mexique, Carlos Slim, valent 6,6 milliards de dollars; c'est plus que le total des revenus annuels des 17 millions de mexicains les plus pauvres. Les politiques de prêts à l'agriculture ont conduit à la concentration des terres dans les mains des plus riches; les petits fermiers souvent s'exilent à l'étranger pour gagner un peu d'argent pour leur famille. Les familles sont donc déchirées.

Le sauvetage du peso, il y a quelques mois, a coûté 17 milliards de dollars au FMI, 1,5 milliard à la Banque mondiale, et 10 milliards aux États Unis. Ces trois bailleurs de fonds voudraient laisser croire que la situation est réglée. Elle ne l'est pas. À preuve, depuis janvier 1995, le prix des aliments de base a augmenté de 26% et la vente d'autos a baissé de 52%. Carlos Heredia, l'économiste mexicain invité au Sommet du P-7, prévoit que, d'ici l'automne, le gouvernement mexicain devra déclarer faillite, et que d'ici janvier il y aura au Mexique une grave crise sociale. ♦

# SAPping economies

BY PAMELA WALDEN-LANDRY

The International Monetary Fund (IMF) is responsible for the implementation of structural adjustment programs (SAPs) in 90 Third World countries. The IMF advises member countries (rich and poor alike) on economic policies; and provides loans to poor countries willing to start up SAPs.

In theory, a SAP is a set of measures designed to restore a country's economic health in order to pay back its debt. A poor country will accept SAPs in order to get more loans. SAPs typically include

cuts in government expenses which reduces funding for education, health and subsidisation of basic goods; increases in interest rates in order to curb inflation; and devaluation of currency to make locally-produced goods more competitive on the export market.

The heads of state of the seven most industrialised countries came together last June in Halifax at the 21st G-7 Economic Summit. These seven countries contribute the largest part of the IMF's resources; thus it is their economic philosophy that prevails.

For them, SAPs are not a problem; so they didn't discuss them.

Simultaneously, also in Halifax, the P-7 Summit was held as an international meeting of representatives of countries affected by the economic decisions of the G-7.

SAPs were the main issue.

SAPs cause considerable misery without effecting the kind of economic growth that benefits everybody. SAPs have jeopardised any social gains made by the 90 poor countries that have been subjected to them.

Similar medicine is now being prescribed to us.

Here in Quebec, the struggle for a healthy economy dominates the media. Companies make impressive profits while laying off thousands of employees. Increases in productivity and improving competitiveness are believed to be an essential part of economic growth. That's called "rationalizing" the enterprise, but for whose benefit?

Not for the unemployed, especially since access to unemployment insurance is more difficult and its duration is shorter.

It has been argued that the government must put its house in order, a notion that dictates laying off several thousand civil servants; closing a few hospitals; increasing

fees for education and cutting its funding; in short, something remarkably similar to those structural adjustment policies.

Wealthier countries derive short-term advantages from SAPs: the price of coffee, cocoa, bananas, pineapples and cotton are kept low because poor countries, in desperation to export, provide these items in abundance.

Unfortunately, export products are often grown instead of crops for local consumption, so some countries go hungry while exporting food.

## An example: Mexico

Mexico is in economic and social crisis following 12 years of structural adjustment programs imposed by the World Bank, the IMF and the United States Treasury, as well as through hardships due to NAFTA and currency speculation.

From 1980 to 1992, infant mortality due to malnutrition tripled and public spending on health declined from 4.7% to 2.7% of the national budget.

Workers accepted a substantial decrease in wages to avoid losing jobs; yet the unemployment rate rose to 15% and underemployment figures represent 40% of the population.

Investments, however, have risen 9% in 3 years. Under the Salinas administration, the num-

ber of billionaires in Mexico rose from 2 to 24. The assets of the richest man in Mexico, Carlos Slim, total \$6.6 billion—more than the combined annual income of the poorest 17 million poorest people in Mexico.

Credit is very costly. The loan policy for agriculture concentrates of land in the hands of the wealthy; hence small farmers often have to work abroad to earn enough money for their families.

Bailing out the peso a few months ago cost the IMF \$17 billion, the World Bank \$1.5 billion and the United States \$10 billion. These institutions report that the situation is under control, but it isn't.

Instead, since January 1995, the price of food has increased by 26% and car sales have dropped by 52%.

Mexican economist Carlos Heredia, speaking at the P-7 in Halifax, predicted economic revolution before the fall and explosive social crisis by January.

Heads of States at the G-7 agreed to a \$58 billion increase in the amounts available to the IMF to bail out currencies in jeopardy. Critics say this will be \$58 billion more lost to speculation.

Neither curbing speculation or addressing structural adjustment policies was mentioned in the G-7 communiqué. ♦

LIBRAIRIE

LES GALERIES DU PARC

3575 AV. DU PARC

MONTRÉAL (QUÉBEC)

H2X 3P9

TÉL: 514.845.1295

FAX: 514.845.3069

MONTY RAIDER

Propriétaire / Owner



LE PLAISIR DE LIRE